

diens? Si oui, pourquoi tous ces besoins ne sont-ils pas satisfaits? Tout simplement, parce que le régime financier actuel paralyse tout, accapare toutes les richesses et stérilise tous les efforts.

Un financement qui permettrait de réaliser tout ce qui est physiquement réalisable et souhaitable aurait pour effet de mettre fin à la misère et à la détresse de millions de Canadiens qui vivent en deça du seuil de la pauvreté.

Je voudrais dire quelques mots sur les conséquences d'un tel système financier, sur l'épargne, sur les investissements, sur l'emploi, et, finalement, sur les consommateurs en général.

A l'heure actuelle, des milliards sont investis dans le secteur public, milliards qui proviennent de l'épargne des Canadiens et qui sont créés d'un trait de plume par des obligations des gouvernements fédéral et provinciaux, municipaux, ainsi que des commissions scolaires. Ces projets sont improductifs de leur nature, car ils ne servent qu'à payer l'intérêt sur des dettes de guerre.

Les milliards investis dans la construction de routes, de ponts, d'écoles, d'hôpitaux, sont improductifs. C'est pourquoi la formule de financement du secteur public que nous proposons aura pour effet de dégager ces milliards improductifs, afin qu'on puisse les investir dans le secteur privé. Nous croyons que le profit est légitime et que l'épargne investie dans des entreprises a droit à un revenu, à une récompense, et elle trouverait là une magnifique occasion de servir le bien commun en servant à faire progresser le pays.

A l'heure actuelle, la construction domiciliaire, autrefois financée dans une grande mesure par les épargnes investies dans les compagnies d'assurances, se trouve paralysée, parce que la politique du gouvernement a eu pour effet de décourager les investisseurs et de les détourner vers d'autres secteurs plus profitables. L'épargne, libérée du secteur public, pourrait être investie dans la construction domiciliaire, qui offrirait une occasion de placement profitable et servirait à des fins éminemment sociales. L'épargne divertie du secteur public vers le secteur privé assurerait également les entreprises d'une source abondante de capitaux. Les entreprises canadiennes seraient de moins en moins obligées de se tourner vers les investisseurs étrangers, vers les banques étrangères, pour vendre des obligations ou des actions, en vue d'assurer leur financement. Ainsi, les Canadiens pourraient financer eux-mêmes le développement économique de leur pays.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je regrette d'avoir à interrompre l'honorable député, mais son [M. Gauthier.]

temps de parole est écoulé et, à moins qu'il y ait consentement unanime de la Chambre, il ne pourra poursuivre ses remarques.

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur: D'accord. L'honorable député de Roberval.

M. Gauthier: Merci, monsieur l'Orateur.

Je disais donc que des capitaux en plus grande disponibilité, des investissements plus nombreux et plus imposants dans l'industrie canadienne auraient également pour résultat de créer de nombreux emplois pour les milliers de chômeurs qui ne trouvent présentement pas l'occasion de faire valoir leurs talents et leur désir de servir la collectivité canadienne, tout en leur permettant d'assurer le bien-être et la sécurité de leur famille.

Des investissements plus nombreux, de nouvelles usines, des milliers d'emplois nouveaux, lanceraient sur le marché canadien une abondance de produits susceptibles de satisfaire à tous les besoins, soit par la vente de ces produits sur le marché domestique, soit par l'échange de cette production accrue contre des produits étrangers que nous devons et que nous devons toujours importer.

Une abondance de produits entraînerait une baisse des prix et profiterait à tous les Canadiens, qui pourraient les acheter à meilleur compte.

Le financement du capital public par la Banque du Canada assurerait des prêts sans intérêt et il en découlerait une baisse des taxes et des impôts. Cela entraînerait une hausse nominale du pouvoir d'achat de tous les Canadiens, de même qu'une baisse des prix, qui comprennent actuellement toutes sortes de taxes cachées qui les font monter et privent les Canadiens.

Monsieur l'Orateur, c'est le mot de la fin. L'application de la formule proposée par l'honorable député de Champlain permettrait à l'économie canadienne d'être véritablement au service des consommateurs. Comme nous croyons que le consommateur constitue la fin de l'économie, et que la satisfaction de ses besoins constitue la fin des activités industrielles, ces fins seraient atteintes. C'est ce que nous réclamons.

QUESTION DE PRIVILÈGE

M. HOWARD (SKEENA)—LA DIVULGATION À «TIME» DE RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LE RAPPORT PROVISoire SUR L'USAGE NON MÉDICAL DES DROGUES

[Traduction]

M. l'Orateur: Il y a à peu près 55 minutes, le député de Skeena (M. Howard) a donné avis à la présidence d'une question de privi-